

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



NIGAY S.A.

ZI de la gare
La Féculerie BP2
42110 FEURS

Code AIOT : 0054200292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement NIGAY S.A. implanté ZI de la gare La Féculerie BP2 42110 FEURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NIGAY S.A.
- ZI de la gare La Féculerie BP2 42110 FEURS
- Code AIOT : 0054200292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Installation de fabrication et conditionnement de caramel

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- eaux résiduaires
- situation administrative
- risque incendie
- installations électriques
- consommations d'eau
- gestion des déchets
- bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Accès au site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
3	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
9	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un nouvel arrêté préfectoral est en cours de rédaction.

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre son travail sur la nouvelle station de prétraitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Autre, Prélèvements et consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prélèvements et consommations d'eau
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des VLE
Constats : Une nouvelle station de prétraitement a été installée sur le site, la phase de réception des travaux est en cours. Une personne travaille à temps plein sur la station. L'exploitant possède son propre laboratoire d'analyses et sous-traite à Eurofins pour l'analyse des MES et des MEH. La station est équipée d'une centrifugeuse pour les boues, qui sont ensuite valorisées en compostage à Saint Laurent la Conche. Les résultats d'autosurveillance entre janvier et août 2022 montrent des dépassements réguliers mais peu éloignés des valeurs cibles du nouvel arrêté préfectoral, ce qui démontre l'impact positif de la nouvelle station du site sur la qualité de ses effluents. Cependant, des pics de charge ont encore lieu en entrée, notamment lors des phases de lavage. Lors de l'été 2022, des problèmes de température des rejets ont eu lieu à cause des canicules, ce qui a engendré des dysfonctionnements dans le traitement des effluents par les bactéries. L'inspection a permis de constater que toutes les ressources, humaines, techniques et financières, sont mobilisées sur le site afin de remédier aux non-conformités observées sur les rejets d'eaux résiduaires. Il est donc demandé à l'exploitant : - d'une part, de poursuivre le travail de prise en main de la station et d'amélioration de la qualité de ses rejets, - d'autre part, de faire un rappel régulier des bonnes pratiques de nettoyage au personnel, afin de réduire la pollution à la source.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gestion des déchets
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nuisances sonores
Constats : Lors de la dernière mesure de bruit en 2021, un dépassement des émergences en un point du site a été constaté. L'exploitant a fait intervenir une société pour réaliser une mesure de bruit en 2022. Il lui est demandé de transmettre les résultats de cette mesure à l'inspection sous 6 semaines à partir de la date de réception du rapport d'inspection. D'autre part, il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection un plan d'actions associé à un échéancier de travaux permettant la réduction effective des émissions sonores et le respect des valeurs limites réglementaires sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations électriques
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rétentions
Constats : L'exploitant possède un bassin de rétention des eaux en cas d'accident, dont le volume a été validé par les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013
Thème(s) : Risques chroniques, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Clôture du site
Constats : Le site n'est pas clôturé sur la totalité de son pourtour, notamment au niveau de la station de prétraitement. L'exploitant a indiqué avoir déjà commandé les clôtures manquantes depuis le printemps 2022. Il lui est donc demandé de les mettre en place afin d'interdire l'accès du site aux personnes étrangères.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 9 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
Constats : Un nouvel arrêté préfectoral est en cours de rédaction. Une réunion sera programmée avec l'exploitant afin de finaliser le document. A l'occasion de cette réunion, une nouvelle inspection sera menée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet